

Paris, 9 juillet 2012

▪ **AUX UNIONS DEPARTEMENTALES**  
▪ **AUX FEDERATIONS NATIONALES**

JCM.AAA  
Circulaire n° 103-2012  
Secteur : **Marche générale de l'organisation**  
Objet : **Conférence sociale : 9 juillet 2012**

Cher(e)s Camarades,

La « grande Conférence sociale » s'est ouverte ce matin, 9 juillet, par une réunion présidée par le Président de la République entouré du Premier ministre et des ministres chargés d'animer les tables rondes de ces deux jours de conférence.

L'ouverture et le lancement de la conférence se sont faits en deux temps :

- Une réunion en présence du Président de la République, du Premier ministre et de ces ministres ainsi que les cinq confédérations syndicales de salariés et les trois organisations patronales.
- Une ouverture en plénière dans l'hémicycle avec l'ensemble des participants attendus.

Ainsi pendant près de deux heures, après une introduction du Président de la République nous demandant ce que nous attendions de la conférence et nos positions sur la démocratie sociale, chaque organisation a pu exprimer ses attentes et sa conception de la démocratie sociale.

Vous trouverez, ci-joint, l'intervention de Jean-Claude MAILLY, au nom de FORCE OUVRIERE lors de cette préouverture.

A l'issue du tour de table de chacune des organisations, le Président de la République a tenu à répondre en quelques mots :

- ➔ Il a souligné l'adhésion au processus de la conférence sociale en précisant que participer n'était pas forcément adhérer à un diagnostic partagé, ni approuver des conclusions, il a précisé qu'il n'y aura pas de relevé de décisions, mais une feuille de route clarifiant le rôle de chacun et les responsabilités à trois niveaux :
  - Au niveau de l'Etat, il y aura un calendrier et une méthode.
  - Des réformes appelleront des consultations importantes = concertation.
  - La place laissée à la négociation collective dans des formes et lieux traditionnels.

Sur la démocratie sociale, le Président de la République note un accord sur l'introduction dans la Constitution avec de « bons mots aux bons endroits », référence à la mise en garde de FORCE OUVRIERE ;

S'agissant du dialogue social, le Président de la République a rappelé que sur les propositions relatives au syndicalisme et à la représentativité cela relevait d'une négociation entre interlocuteurs sociaux.

Il a rappelé également la délibération sur les IRP, « qu'elle aille jusqu'au bout et soit conclusive » avant une éventuelle intervention législative par la suite.

Pour finir, le Président de la République a insisté sur la notion de « confiance » entre :

- Etat/partenaires sociaux,
- Entre partenaires sociaux,
- Entre organisation syndicales,
- Entre organisations patronales.

Il a appelé à créer cette confiance qui peut aussi passer parce qu'il appelle le compromis.

Si le constat révèle qu'il est difficile d'avancer sur certains sujets, alors l'Etat pourra prendre ses responsabilités.

D'autre part, le Président de la République a donné rendez-vous dans un an pour faire un bilan.

Nous vous tiendrons, bien sûr, au courant de la seconde partie de la conférence.

Amitiés syndicalistes.

**Jean-Claude MAILLY**  
Secrétaire Général